

## Fillon contre-attaque

### Exclusif

Candidat à la primaire de la droite et du centre, François Fillon continue de tracer sa route. Malmené dans les sondages, l'ancien premier ministre n'en continue pas moins de dérouler son programme et a choisi "Valeurs actuelles" pour relancer sa campagne.

#### 18 Interview exclusive : François Fillon

Lorsqu'il nous reçoit dans son bureau, au deuxième étage de l'Assemblée nationale, François Fillon arbore la mine détendue de celui qui a passé un bon week-end. Pour rien au monde, il n'aurait sacrifié sa passion de la course automobile. L'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy a passé une grande partie de la journée de samedi au Mans pour suivre le début des 24 Heures et n'a quitté le circuit que bien après la nuit tombée, aux alentours de 2 heures du matin. Le Mans, c'est son jardin. Chez lui. Le bruit des moteurs. Le crissement des pneus. L'agitation des stands. Les traces de gomme sur l'asphalte. Des souvenirs en pagaille pour celui qui a grandi dans la Sarthe et ne perd jamais une occasion de prendre place dans un bolide.

**François Fillon, si taiseux, mutique dès qu'un journaliste** essaie de lui arracher une confidence, se montre volontiers intarissable lorsqu'il s'agit d'évoquer « l'événement le plus fédérateur en termes de spectateurs après le Tour de France ». Les sifflets ? Contrairement à ceux qui lui ont été réservés lors du congrès fondateur des Républicains, ceux-là ne lui étaient pas adressés. C'est François Hollande qui a dû essuyer la bronca de ces passionnés du volant, comme s'ils goûtaient peu l'incursion de ce président en campagne. Et contrairement à ceux qui, un peu hâtivement, se sont plu à rapporter que le président avait déjeuné avec le député de Paris, François Fillon souligne au contraire qu'il a préféré fausser compagnie à François Hollande pour un tour de piste. Il est des plaisirs qui ne se boudent pas. Surtout lorsqu'ils sont rares.

Depuis des mois, François Fillon est engagé dans une autre course au long. Une course d'endurance. Sur la ligne d'arrivée : l'Élysée, avec un passage obligé par la case "primaire". Une nouveauté pour la droite, qui, à la suite du Parti socialiste, s'essaie à cet exercice si peu conforme à ses traditions. L'ancien premier ministre y voit « une chance pour la démocratie », alors que « notre système politique est à bout de souffle et que les partis de gouvernement peinent à réunir la moitié des Français ». François Fillon n'est pas sourd à cette « forme de révolte qui gronde ». Pour lui, « la primaire constitue une occasion d'associer des millions de Français au choix du candidat et du projet de la droite et du centre ».

Candidat déclaré à la primaire, il a d'abord été le chouchou des médias et des patrons, avant qu'Alain Juppé lui vole la vedette. Le duel sans merci qu'il a livré à Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP n'est pas pour rien dans cette sortie de route et cet arrêt au stand. L'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy y a laissé des plumes et récolté du goudron. « Il a fait de multiples erreurs. Il a jeté les sarkozystes dans les bras de Copé », analyse froidement Brice Hortefeux, l'ami de toujours de l'ancien chef de l'État, qui ne comprend toujours pas que François Fillon n'ait

**“Là où Fillon se trompe, c'est de croire que les Français veulent un programme clé en main. Ils veulent une histoire.”**

pas défié Nicolas Sarkozy pour la présidence de l'UMP. « Il a loupé le coche », analyse un autre ténor des Républicains, qui reproche à l'élus de Paris de vouloir systématiquement enjamber les scrutins. Mais à défaut d'être à la tête du parti, il peut s'appuyer sur Force républicaine, son mouvement.



François Fillon ne sait que trop tout ce qui se dit sur son compte. Surtout après que deux journalistes du Monde ont écrit que lors d'un déjeuner avec Jean-Pierre Jouyet, il a demandé au secrétaire général de l'Élysée d'accélérer les poursuites judiciaires visant son rival. Une « calomnie » qui l'a conduit à porter plainte contre celui qui fut son ministre. Une épreuve de plus sur un parcours semé d'embûches et de chausse-trappes. François Fillon en tirerait presque parti, preuve qu'il est toujours un adversaire sérieux dans la course. « C'est son affaire Clearstream », analyse un proche, en référence aux ennuis que connut Nicolas Sarkozy dans sa conquête du pouvoir. « Il a le cuir bien tanné », juge un de ses conseillers. Pas de quoi se laisser démonter. Obstiné. Accrocheur. « Orgueilleux », disent ses détracteurs. François Fillon a pour lui

Pour ce passionné de sport automobile, la campagne pour la primaire est une course d'endurance.



JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP

d'être aujourd'hui le seul à avancer démasqué. Quand tous les autres candidats déclarés ou non à la primaire de la droite et du centre prennent un soin infini à ne rien dire de leur projet, au point que certains doutent qu'ils en aient un, le député de Paris joue cartes sur table : sur l'économie, il prône la fin des 35 heures et la retraite à 65 ans, en matière de fiscalité, il milite pour la disparition de l'ISF. Méthodique, il a dévoilé son projet en matière de logement, de politique migratoire... Bruno Le Maire considère que procéder de la sorte est une erreur : « Là où François Fillon se trompe, c'est de croire que les Français veulent un programme clé en main. Ils veulent une histoire. » Tout l'inverse de ce que fait l'ancien premier ministre.

Du sang et des larmes. François Fillon défend un programme de rupture. Pas de vision ni de dogmatisme,

mais des recettes éprouvées ailleurs. « *Qui marchent* », insiste-t-il. Son leitmotiv. Sa source d'inspiration. Lorsqu'il parle de la réélection de David Cameron, on pourrait y voir un autoportrait en creux de l'ancien chef du gouverne-

**“Sans doute ce que je dis n'est pas totalement audible aujourd'hui, mais je fais le pari de l'agriculteur sarthois.”**

ment. François Fillon se refuse « à vendre du rêve ». C'est l'assurance de décevoir et de ne pas avoir une majorité pour conduire les réformes qui s'imposent. La preuve par Hollande, sur qui il tire à vue.

Dans le dernier sondage Ifop paru dans le *Journal du dimanche*, François Fillon gagne 2 points auprès des sympathisants de la droite et du centre qui se déclarent certains d'aller voter à la

primaire. Un léger frémissement. Reste que l'ancien premier ministre, avec 7 % d'intentions de vote, est encore largement distancé. Presque sous la ligne de flottaison. Loin derrière Nicolas Sarkozy (41 %) et Alain Juppé (36 %). Pire, Bruno Le Maire (13 %) est venu s'immiscer sur la photo et s'installe désormais comme le principal outsider. Mais une fois encore, François Fillon ne compte pas dévier de la trajectoire qu'il s'est fixée. « *Sans doute ce que je dis n'est pas totalement audible aujourd'hui, mais je fais le pari de l'agriculteur sarthois, qui laboure, qui sème et qui après récolte* », confie-t-il, convaincu que seule sa stratégie est la bonne. Une certitude, il ira jusqu'au bout. Pas question de pacte avec Alain Juppé. François Fillon n'entend pas jouer les seconds rôles. Pour ce passionné de sport automobile, seule la victoire est belle. ● Raphaël Stainville ▶



**“En cédant au politiquement correct, la France perd sa capacité de peser dans le monde”**

**L'entretien : François Fillon**

En première ligne pour défendre les chrétiens d'Orient, l'ancien premier ministre dénonce l'absence de vision d'un président obnubilé par sa réélection et fait entendre ses différences jusque dans son propre camp.

**Le 23 juin, vous organisez une soirée en faveur des chrétiens d'Orient. Pourquoi avez-vous fait de leur défense un combat prioritaire et que faut-il faire, selon vous, pour leur venir en aide ?**

À cinq heures d'avion de Paris, on égorge, on vend des femmes sur les marchés, on détruit des églises. La cause des chrétiens d'Orient, c'est celle de la liberté, de la tolérance. Qu'on soit chrétien ou non, notre devoir est de défendre leur place au Proche-Orient. Leur persécution est un des symptômes de la crise mondiale que nous affrontons et qui constitue une menace majeure pour l'Europe. La destruction des États du Proche-Orient et la montée du totalitarisme islamique conduisent à une radicalisation pseudo-religieuse qui marque un terrible retour en arrière.

Nous allons vers des États sunnites, des États chiites et un État juif. Dans ce contexte, il n'y a plus de place pour les chrétiens ni pour la diversité et la tolérance. L'Onu est quasi muette sur le sujet, les habituels défenseurs des droits de l'homme, qui manifestent chaque fois qu'une population est menacée dans le monde, sont aux abonnés absents. La défense des chrétiens d'Orient passe par une large alliance internationale contre l'État islamique en Irak et ses complices. Si on veut sauver les chrétiens d'Orient, il faut éradiquer l'État islamique.

**Vous parlez d'éradiquer l'État islamique. Or, jour après jour, il gagne du terrain en Irak et en Syrie quand la coalition n'enregistre que de maigres succès. Ne faut-il pas revoir notre stratégie ?**

La stratégie actuelle de lutte contre l'État islamique au Levant et en Irak ne peut pas réussir telle qu'elle est engagée, parce qu'elle repose, pour l'essentiel, sur des bombardements, des opérations aériennes, éventuellement sur des interventions des forces spéciales. Cela permet de donner de l'oxygène aux combattants, irakiens en particulier, sur le terrain, mais cette stratégie

est condamnée à piétiner. Elle ne peut pas régler le conflit syrien. Or, le conflit syrien est une sorte de cancer qui métastase dans l'ensemble de la région. Pour éradiquer l'État islamique, je préconise un changement de stratégie en Syrie.

#### Faut-il que Bachar al-Assad soit associé à la coalition ?

Il faut parler à tout le monde, à tous ceux qui sont en mesure de nous aider à aboutir à la destruction de cet adversaire. Bachar al-Assad a tout d'un dictateur et il n'est pas l'avenir de la Syrie, mais la paix passera par un dialogue avec son régime. Nous nous sommes trompés en ne voyant dans la crise syrienne qu'une révolte populaire pour la démocratie. Nous avons voulu plaquer nos schémas occidentaux sur cette région. Nous devrions pourtant être instruits par le passé. En misant comme on l'a fait sur une chute de Bachar al-Assad, on a laissé se développer une crise qui est le principal réacteur du fondamentalisme dans la région. Nous avons commis une faute. Car au fond, qu'avons-nous apporté au Proche-Orient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sinon le désordre ? Maintenant, le danger est immense et il s'étend géographiquement. Il justifie une coalition qui associe tous les États du Proche-Orient, l'Europe, les États-Unis, mais aussi la Russie et l'Iran. Ne pas associer l'Iran et la Russie, c'est se priver de toutes possibilités de résoudre cette crise.

#### La Libye est à son tour gagnée par le totalitarisme islamique. Ne faut-il pas voir malheureusement l'une des conséquences de l'intervention française que vous aviez décidée ?

En Libye, nous n'avions pas le choix. Il s'agissait d'une urgence humanitaire. Si nous avions laissé mourir les centaines de milliers d'habitants de Benghazi, nous aurions été, à juste titre, accusés de non-assistance à personne en danger. Mais la situation libyenne, après l'Afghanistan ou l'Irak, montre bien qu'il n'est pas possible de brûler les étapes et de décider de l'avenir d'un peuple à sa place. Nous ne sommes plus au temps de la colonisation, où l'occupation était la suite logique de la guerre. En 1991, le président Bush a stoppé l'invasion de l'Irak en cours pour ne pas avoir à occuper ce pays. Il a eu raison et

**“L’Onu est quasi muette sur le sujet, les habituels défenseurs des droits de l’homme, qui manifestent chaque fois qu’une population est menacée dans le monde, sont aux abonnés absents. La défense des chrétiens d’Orient passe par une large alliance internationale contre l’État islamique et ses complices.”**

.....  
cet exemple aurait dû inspirer son fils et nous inspirer, notamment en Libye, où je rappelle que l'objectif que nous avait assigné l'Onu était seulement d'empêcher les avions de Kadhafi de voler afin de protéger les populations civiles de Benghazi. Malheureusement, les choses se sont emballées.

#### La coalition doit-elle intervenir au sol contre l'État islamique ?

Si on élargit la coalition, comme je le suggère, seuls les pays de la région devraient être engagés au sol. Pourquoi ? Parce que l'engagement des Occidentaux, en particulier celui des Américains, provoque un réflexe de rejet qui alimente la montée du fanatisme. Par conséquent, toutes les initiatives pour créer une grande coalition arabe doivent être soutenues. Notre responsabilité doit être d'amener tout le monde à se parler et à agir.

#### La Russie peut-elle être tenue plus longtemps à l'écart de la coalition et des négociations ?

La nouvelle guerre froide dans laquelle nous nous sommes laissés entraîner n'a pas de raison d'être. Elle est dangereuse. Dans la crise ukrainienne, les responsabilités sont partagées. La Russie viole le droit international en intervenant dans ce conflit et en annexant la Crimée, même si personne ne peut nier qu'elle a des droits historiques sur ce territoire. L'Europe, quant à elle, aurait dû comprendre que la signature d'un accord d'association exclusif avec l'Ukraine, alors même que tous les efforts de coopération économique avec la Russie étaient gelés, était une erreur lourde de conséquences.

Mais la responsabilité la plus élevée incombe aux États-Unis, qui n'ont eu de cesse d'étendre leurs alliances militaires

à tous les pays qui entourent la Russie. C'est contraire aux engagements pris au moment du démantèlement de l'Union soviétique. C'est surtout un terrible contresens. L'Otan est née de la guerre froide. L'étendre jusqu'aux portes de la Russie ne pouvait que relancer la guerre froide ! Poutine ne répond pas à tous les critères de la démocratie occidentale, c'est un fait. Les dirigeants chinois non plus ! Je m'étonne toujours des différences de traitement, toujours révérencieux envers la Chine, intransigent envers la Russie.

Pourquoi les uns seraient fréquentables quand les autres ne le seraient pas ? C'est une erreur grave. Le général de Gaulle, en décembre 1944, avait déclaré que « pour la France et la Russie être unies, c'est être fortes, se trouver séparées, c'est se trouver en danger ». Cette formule est toujours valable aujourd'hui. Nous avons besoin d'une Russie stable et si possible arrimée à l'Europe. Or, notre position conduit exactement au contraire. Elle mène à une crispation du pouvoir russe, elle le conduit à nouer des relations économiques de plus en plus fortes avec la Chine, alors même que ce sont des pays qui entretiennent des relations difficiles. La France aurait dû prendre des initiatives compte tenu de son histoire, de sa tradition diplomatique, de la qualité de ses relations avec la Russie. François Hollande ne l'a pas fait.

#### Fallait-il livrer les Mistral à la Russie ?

La non-livraison des Mistral est une erreur économique et politique. D'abord, parce que c'est le symbole d'une rupture de confiance, ensuite, parce qu'elle coûtera cher à la France, qui n'en a pas besoin. Mais c'est surtout une mesure que nous sommes seuls à prendre. J'aimerais que l'on me cite un sacrifice que les Américains ou les autres pays européens font à travers la mise en œuvre des sanctions.

#### Vous évoquez le rôle des États-Unis. Un rééquilibrage de notre politique étrangère n'est-il pas nécessaire ?

Il y a une forme d'emprise des États-Unis sur l'Europe qui n'est plus acceptable et qui ne correspond plus ni à l'état des forces ni à la réalité du monde. Cette domination est d'abord la conséquence d'une impuissance européenne. Les Européens doivent assumer leur indépendance. La France doit prendre le

- ▶ leadership et pour cela redevenir prospère, libre de choisir son mode de vie sans subir les diktats de Bruxelles, du FMI, sans s'exposer aux pressions des fonds de pensions étrangers.

### Comment se traduit cette domination ?

Le dollar règne en maître sur le monde. C'était parfaitement compréhensible au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais cela ne correspond plus à la réalité de l'économie mondiale. La monnaie européenne a été créée pour nous donner la possibilité de nous émanciper de la tutelle du dollar. Il faut aller jusqu'au bout de cette ambition. Ce qui n'a pas été fait. Aujourd'hui, la quasi-totalité des transactions dans le monde se fait en dollar. À travers cette suprématie de leur monnaie, les Américains exportent et imposent leur législation. L'Europe devrait se révolter. L'amende qui a été infligée à BNP Paribas est, sur le plan du droit international, incompréhensible. Il s'agissait de transactions qui n'avaient rien à voir avec les États-Unis, qui n'engageaient pas leurs intérêts directs. Comment peut-on accepter qu'une banque européenne se fasse imposer une amende de près de 9 milliards de dollars ? Rien n'interdisait à BNP Paribas de libeller les contrats qu'elle faisait en euros. Elle avait tout à fait la possibilité

de le faire. Mais si une grande banque internationale essaie de s'émanciper du dollar, elle est immédiatement "black listée" aux États-Unis et fait l'objet de tout une série de procédures pour la mettre à genoux.

### Que préconisez-vous ?

Les établissements financiers et les acteurs économiques ne peuvent pas se rebeller contre cette domination du dollar. C'est du ressort des États membres de la zone euro. C'est pourquoi il convient d'imposer la monnaie européenne comme une monnaie de règlement et une monnaie de réserve. L'Europe a d'autant plus intérêt à le faire et à le faire vite que la Chine est en train de revendiquer pour le yuan le statut de monnaie de réserve.

### Les traités de libre-échange transatlantiques ne participent-ils pas de cet impérialisme américain ?

Sur ce genre de sujets, évitons de sombrer dans l'antiaméricanisme primaire. Mais en l'occurrence, il y a aujourd'hui dans ce traité deux ou trois sujets qui, pour moi, rendent impossible sa ratification par la France. Principalement le recours aux tribunaux d'arbitrage. C'est un moyen pour les Américains d'éviter d'être confrontés à nos systèmes judiciaires nationaux. Compte tenu du poids de la puissance

économique américaine, je doute que ces tribunaux d'arbitrage soient indépendants des États-Unis. C'est pourquoi il est hors de question pour la France de ratifier ce traité en l'état.

### Quel jugement portez-vous sur la politique étrangère que mène François Hollande ?

La politique étrangère de François Hollande est opportuniste et court-termiste. Elle n'a pas de vision et contribue à affaiblir l'influence française dans le monde. Aujourd'hui, la France se range dans un camp. S'agissant du Proche-Orient, elle se range derrière les sunnites, ce qui la prive du rôle d'interlocuteur pour trouver des solutions. Cette politique rompt avec une longue tradition française, équilibrée et indépendante, qui permettait de parler avec tout le monde. Pire, en montrant une forme d'intransigeance dans les pourparlers de l'accord sur le programme nucléaire de l'Iran, la France se met hors jeu durablement !

### N'est-il pas problématique que Bernard-Henri Lévy apparaisse aujourd'hui, comme sous le précédent quinquennat, comme un ministre des affaires bis ?

C'est la responsabilité du président de la République que de se laisser influencer par des personnes qui ont

---

## Pacte "Je ne suis à la recherche d'aucune police d'assurance"

### Que répondez-vous à ceux qui considèrent que vous avez fait un pacte avec Alain Juppé ?

Je n'ai de pacte avec personne parce que je défends un projet unique à la fois dans la force du changement et dans la méthode. J'ai la conviction qu'il sera le seul à permettre le redressement national. J'irai au bout de mes convictions et de mon engagement. Ce n'est pas une question d'orgueil. La seule question qui m'anime est de savoir comment je peux encore être utile à mon pays. Il ne s'agit pas pour moi d'être éternellement élu quelque part. Je ne suis à la recherche d'aucune alliance politicienne, d'aucune police d'assurance. Je veux être utile à mon pays en lui faisant passer un cap. Mes concurrents sont dans une construction plus classique. Ils considèrent que le pays est fragile, qu'il ne faut pas le bousculer, qu'il y a

des choses qu'il ne faut pas dire, sinon on ne se fait pas élire. Certains pensent qu'on ne peut pas se faire élire sans proposer un projet identitaire, d'autres qu'on ne peut pas se faire élire en supprimant les 35 heures. Je ne raisonne pas comme cela. Sans un effort de vérité, la France continuera sa glissade. Je n'ai pas d'autre objectif que de gagner la primaire et de mettre en œuvre une politique de rupture dont le maître mot sera la liberté.

### Cela signifie-t-il que si vous ne deviez pas remporter cette primaire puis la présidentielle, vous renoncerez à la politique ?

Mon objectif n'est pas de durer ou d'accrocher des trophées supplémentaires à mon tableau de chasse. Comme en sport automobile, quand je m'engage dans une course, c'est pour la gagner.

### Vous portez un projet de rupture.

### Au point que beaucoup vous qualifient de candidat thatcherien. Est-ce que cela vous dérange ?

Mme Thatcher n'est pas un modèle sur tous les sujets, mais elle a réussi à relancer l'économie britannique. Monsieur Schröder n'est pas un modèle sur tous les sujets, mais il a réussi à redresser l'économie allemande. Je veux bien être traité de thatcherien, de churchillien, de schrödérien. Cela ne me choque pas. Ce que je revendique, c'est l'exemple de responsables politiques en Europe qui ont réussi à redresser leur pays. Je ne suis pas un idéologue, pas un marchand d'illusions. Je suis gaulliste et je veux faire ce qui doit être fait pour que la France devienne la première puissance européenne.

Propos recueillis par Y. de K. et R. S.



une vision qui n'est pas forcément dans l'intérêt de la France. Restons fidèles aux fondamentaux de la politique étrangère française. Je ne dis pas qu'elle ne doit pas évoluer en fonction de l'évolution du monde, mais elle a été fondée, en particulier par le général de Gaulle, sur l'idée que la France est un pays indépendant qui, par la qualité de ses relations avec l'ensemble des acteurs mondiaux, est en mesure d'apporter des solutions et de peser dans les conflits. À partir du moment où l'on se range dans le camp du politiquement correct et d'une certaine mouvance américaine, on perd toute capacité de peser dans le monde. On perd de l'influence. On redevient un pays de 66 millions d'habitants. Alors que, quand on a une politique étrangère indépendante et autonome, on est la France, avec son histoire, sa culture, son message et son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies.

**Ne trouvez-vous pas choquant que François Hollande se conduise comme s'il était déjà en campagne pour sa réélection ?**

Je ne suis pas sûr que son tour de France soit très productif. Ce qui est certain, c'est que le quinquennat est fini. François Hollande est dans une situation politique où il est incapable de faire

**“Que retiendra-t-on de ce quinquennat ? Qu'il va se terminer avec plus de 6 millions de demandeurs d'emploi, avec 2 millions de jeunes qui sont nulle part, dans la rue, sacrifiés.”**

.....  
des réformes structurelles. Que retiendra-t-on de ce quinquennat ? Qu'il va se terminer avec plus de 6 millions de demandeurs d'emploi, avec 2 millions de jeunes qui ne sont ni à l'école, ni en formation, ni dans un emploi, 2 millions de jeunes qui sont nulle part, dans la rue, sacrifiés. Ils sont une bombe à retardement pour notre pays, tout comme ces agriculteurs et ces artisans qui sont de plus en plus nombreux à être incapables de se payer 1 euro de salaire à la fin du mois compte tenu du poids des charges et de la fiscalité.

**Que pensez-vous de l'imposition à la source voulue par François Hollande ?**

D'abord, c'est une réforme pour 2018. Ensuite, ce n'est qu'un changement technique. Mais c'est surtout une façon d'amuser la galerie, de détourner l'attention, d'élever un rideau de fumée. Le cœur du pro-

blème, c'est le niveau trop élevé de notre fiscalité sur les entreprises et les ménages.

**Le 18 juin, vous serez à Londres. David Cameron est-il une source d'inspiration pour vous ?**

Il a été réélu parce qu'il a réussi à redresser l'économie britannique. Le Royaume-Uni connaît un taux de croissance record en Europe. Il est proche du plein-emploi. La plupart des commentateurs, notamment en France, considéraient qu'il serait battu parce qu'il manquait de charisme et de vision. La formule habituelle en France est “il faut faire rêver les Français”. David Cameron, lui, ne fait pas rêver les Britanniques, mais il apporte des réponses concrètes aux questions qu'ils se posent. Cela devrait faire réfléchir les responsables politiques français. Il faut apporter des solutions, de l'efficacité, du pragmatisme plutôt que du rêve, des visions, des postures.

**Son projet de « big society » ne peut-il pas constituer un modèle pour l'opposition actuelle, qui en manque cruellement ? Aujourd'hui, vous êtes le seul candidat déclaré à la primaire de la droite et du centre à disposer d'un projet...**



CHRISTOPHE ENA/AFP

toutes les personnes qui s'installent sur le territoire français sans y disposer d'un travail. Enfin, on a besoin d'une politique de l'asile différente de celle d'aujourd'hui en réduisant les délais d'instruction des demandes d'asile. Tout le monde le promet, sans jamais le faire. Il faut que les demandeurs soient accueillis dans des centres dédiés et non pas disséminés sur le territoire. Cette dispersion rend extrêmement difficile l'expulsion des déboutés du droit d'asile et complique les reconductions à la frontière. Nos voisins britanniques et allemands reconduisent à la frontière 70 à 80 % de leurs clandestins, nous, nous frôlons les 20 %.

**Comment expliquez-vous qu'en dépit de ce travail programmatique, que vous êtes aujourd'hui le seul à avoir fait, vous êtes toujours décroché dans les sondages, loin derrière Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et même Bruno Le Maire ?**

Les Français ne sont pas dans la bataille de la présidentielle. Il n'est pas anormal que les propositions précises ne soient pas au cœur du débat. Simplement, ma conviction, c'est qu'au moment où les choses vont se cristalliser, quelques mois avant la primaire, le programme qui aura été construit, solide, qui aura déjà été confronté au débat, se détachera des programmes qui sortiront de nulle part ou de ceux plus classiques dans leur conception. Si on veut une alternance politique qui engage les réformes puissantes dont le pays a besoin (la fin des 35 heures, la retraite à 65 ans, une fiscalité du capital différente, la suppression de l'ISF...), autant de mesures difficiles jugées impopulaires, il faut les expliquer et parvenir à les faire accepter longtemps avant l'élection présidentielle. Si vous vous contentez de promesses floues, vous n'aurez jamais de légitimité pour réformer puissamment. François Hollande est en la caricature. Aujourd'hui, il essaie de mener tant bien que mal une politique économique diamétralement opposée à celle qu'il a défendue pendant sa campagne. Sans doute ce que je dis n'est pas totalement audible aujourd'hui, mais je fais le pari de l'agriculteur sarthois, qui laboure, qui sème et qui, après, récolte. ●

Propos recueillis par Yves de Kerdrel et Raphaël Stainville

► La politique menée par David Cameron est intéressante, puisqu'elle marche. Pour moi, c'est quand même le premier des critères. Reste que toute tentative pour faire un copier-coller avec le projet britannique sur notre territoire serait vouée à l'échec. Pas seulement pour des raisons politiques ou sociologiques, mais aussi pour des raisons économiques. Ce qui doit nous inspirer, cependant, ce sont les notions de liberté et de confiance. Dans le tour de France que j'ai entrepris depuis un an, je me suis rendu compte que la liberté est la réponse aux revendications de mes interlocuteurs. Pendant trente ans, on a cherché à surprotéger les Français contre tous les risques et on a accumulé les contraintes. Le pays étouffe et réclame de l'air pour entreprendre. C'est le sens du projet global que je porte.

### **Cela passe par l'abandon du principe de précaution.**

Bien sûr ! Je propose de le remplacer dans la Constitution par le mot "responsabilité". Je le ferai dans le cadre d'un référendum qui devra se dérouler dans la foulée de l'élection présidentielle et qui comportera trois ou quatre autres questions. L'une d'elles portera sur l'organisation du territoire et sera une manière de revenir au projet de fusion progressive des départements et des régions, de façon à n'avoir plus que deux échelons. Je proposerai aussi que la révision constitutionnelle nous permette de conduire une politique d'immigration par quotas. Enfin, je proposerai d'introduire une forme de règle d'or pour les comptes sociaux et une rationa-

lisation du Parlement par une réduction du nombre de parlementaires.

### **Pensez-vous opportun, comme Nicolas Sarkozy, d'ouvrir un débat sur le droit du sol ?**

Il ne doit pas y avoir de débat tabou. Toutes les questions sont bonnes à poser. Mais on a surtout besoin de mesures concrètes plutôt que de grands débats théoriques. La question du droit du sol et du droit du sang ne doit pas nous exonérer de prendre des décisions concrètes, sans quoi on est toujours dans l'incantation et cela nourrit la colère des Français. C'est pourquoi je propose une politique d'immigration par quotas avec un vote annuel du Parlement, qui fixera le nombre d'entrées légales sur le territoire pour l'année suivante en fonction de la situation économique, du taux de chômage, des capacités de logement. Si on veut que la politique d'immigration soit sérieuse, il faut diminuer les possibilités de regroupement familial et en particulier de regroupement familial lié au mariage. Je propose aussi que les conditions d'acquisition de la nationalité par mariage soient renforcées. Il faut également rendre impossible l'accès aux aides sociales pendant deux ans pour

**“Le débat sur le droit du sol n'est pas tabou. Toutes les questions sont bonnes à poser. Mais on a surtout besoin de mesures concrètes plutôt que de grands débats théoriques.”**